

# TRACTATENBLAD

VAN HET

KONINKRIJK DER NEDERLANDEN

---

---

JAARGANG 1951 No. 111

Overgelegd aan de Staten-Generaal door de Minister  
van Buitenlandse Zaken

---

---

A. TITEL

*Internationaal Sanitair Verdrag voor de Luchtvaart tot wijziging van  
het Internationaal Sanitair Verdrag voor de Luchtvaart,  
gesloten te 's-Gravenhage op 12 April 1933;  
Washington, 15 December 1944.*

B. TEKST

**CONVENTION SANITAIRE INTERNATIONALE POUR LA  
NAVIGATION AÉRIENNE 1944**

**Portant Modification de la Convention Sanitaire Internationale pour  
la Navigation Aérienne du 12 Avril 1933**

Les Gouvernements signataires;

Considérant que l'Office international d'Hygiène publique, créé par l'Accord signé à Rome le 9 décembre 1907, ne peut pour le moment remplir effectivement toutes les tâches et fonctions qui lui ont été assignées par l'Annexe de cet Accord, par la Convention sanitaire internationale de 1926, par la Convention sanitaire internationale pour la Navigation aérienne de 1933 et par d'autres Conventions ou Accords ayant rapport à l'hygiène publique;

Ayant, conformément à la résolution No. 8 (2) adoptée lors de sa première session par le Conseil de l'Administration des Nations Unies de Secours et de Restauration (dénommée ci-après UNRRA), confié à l'UNRRA la tâche de résoudre ce problème temporaire en élaborant, à titre de mesures d'urgence, des accords et arrangements pour la notification des maladies épidémiques ainsi que pour l'uniformisation des mesures de quarantaine, sans porter atteinte au statut de l'Office international d'Hygiène publique qui, il est permis de

l'espérer, pourra, à l'expiration de la présente Convention, reprendre les tâches et fonctions mentionnées ci-dessus; et ayant reçu les recommandations de l'UNRRA à ce sujet;

Ayant convenu que, à l'égard des Républiques américaines, le Bureau sanitaire panaméricain jouera, comme par le passé, le rôle d'organe général de coordination en matière sanitaire, notamment pour la réunion et la distribution générales d'informations sanitaires qui proviennent desdites Républiques ou leur sont destinées, ainsi qu'il est spécifié dans le Code sanitaire panaméricain et comme cela a été accepté jusqu'ici par l'Office international d'Hygiène publique;

Désirant aussi modifier, en ce qui les concerne, les dispositions de la Convention sanitaire internationale pour la Navigation aérienne signée à la Haye le 12 avril 1933 (dénommée ci-après la Convention de 1933), pour tenir compte des conditions actuelles qui nécessitent des mesures spéciales pour empêcher la propagation des maladies épidémiques ou autres maladies contagieuses par la voie des airs à travers les frontières;

Ont décidé de conclure une Convention à cette fin, sont convenus que, alors que le texte authentique de la Convention de 1933 est rédigé en langue française, la présente Convention sera rédigée en anglais et en français, les deux textes faisant également foi, et ont en conséquence désigné les plénipotentiaires soussignés qui, s'étant communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus que la Convention sanitaire internationale de 1933 sera modifiée ainsi qu'il suit:

#### Article I

Toute référence à l'Office international d'Hygiène publique contenue dans la Convention de 1933 sera considérée comme une référence à l'UNRRA.

#### Article II

Au deuxième paragraphe de l'Article 1er, alinéa VI, substituer ce qui suit:

Le mot *surveillance* signifie que les personnes ne sont pas isolées, qu'elles obtiennent tout de suite la libre pratique, mais que l'autorité sanitaire de la localité ou des localités où elles se rendent est prévenue de leur arrivée. Elles pourront être soumises au lieu d'arrivée à un examen médical, et l'on pourra leur poser les questions nécessaires à la constatation de leur état de santé. Dans tout territoire où la Partie Contractante compétente le juge nécessaire, la surveillance peut comprendre l'obligation de se présenter, lors de l'arrivée, et ensuite à intervalles fixes pendant la durée de la surveillance, devant l'Officier de santé de la ville, de la région ou de l'endroit où les intéressés se rendent.

## Article III

A l'Article 1er ajouter les définitions suivantes:

VIII. Les termes *typhus*, *typhus fébrile* et *typhus exanthématique* seront considérés comme ne se rapportant qu'au typhus épidémique transmis par les poux.

IX. Une *zone d'endémicité de la fièvre jaune* est une région dans laquelle la fièvre jaune existe sous une forme qui peut être décelée par des signes cliniques, biologiques ou anatomo-pathologiques.

X. Un *certificat valable de vaccination contre la fièvre jaune* est un certificat attestant que le porteur a été vacciné contre la fièvre jaune par un vaccin et au moyen d'une méthode approuvée par l'UNRRA, s'il s'est écoulé:

(1) Plus de dix jours et moins de quatre ans depuis la date de la vaccination.

(2) Moins de quatre ans depuis la date d'une revaccination pratiquée dans les quatre ans suivant la vaccination précédente.

(3) Plus de dix jours et moins de quatre ans depuis la date d'une revaccination pratiquée après un intervalle de plus de quatre ans.

XI. Le terme *Stegomyia (Aedes aegypti)* sera considéré comme comprenant *Aedes aegypti* et tous autres moustiques susceptibles d'être des vecteurs de fièvre jaune.

## Article IV

A l'Article 9 substituer ce qui suit:

(1) Les passagers faisant par aéronef un voyage international devront, soit à l'arrivée, soit immédiatement avant l'arrivée au point terminal de leur voyage, ou, s'ils en sont requis, à tout aéroport où le voyage est interrompu, remplir une déclaration personnelle d'origine et de santé.

(2) Le Commandant d'un aéronef effectuant un voyage international devra, à l'arrivée ou immédiatement avant l'arrivée au premier aéroport autorisé du pays où il pénètre, remplir une déclaration de santé d'aéronef qu'il remettra aux autorités de l'aéroport dès son arrivée. Il peut être requis de produire des certificats concernant les mesures sanitaires auxquelles, d'après la déclaration, a été soumis l'aéronef avant le départ ou à des points d'arrêt, en application de la Convention de 1933, telle qu'elle a été modifiée par la présente Convention.

(3) Les aéronefs ne seront pas tenus d'être munis d'une patente de santé.

(4) Les Parties Contractantes adopteront, autant que possible, les modèles internationaux de déclaration de santé d'aéronef, de déclaration personnelle d'origine et de santé et chacun des certificats de vaccination contre le choléra, le typhus et la variole annexés ci-après. <sup>1)</sup>

<sup>1)</sup> Pour ce qui est de la fièvre jaune, voir Article XI (6).

## Article V

A l'Article 13 ajouter ce qui suit:

En outre, l'embarquement de personnes ne présentant pas de garanties sanitaires suffisantes peut être interdit jusqu'à ce qu'aient été prises les mesures sanitaires— épouillement, désinfection des vêtements, etc., ou toutes autres mesures qui, de l'avis des autorités sanitaires, seraient nécessaires pour prévenir la propagation de la maladie par aéronef.

## Article VI

A l'Article 16, ajouter à la fin du premier paragraphe, après les mots „mesures sanitaires appropriées” les mots „y compris le nettoyage”.

## Article VII

A l'Article 20, substituer ce qui suit:

(1) Chaque Partie Contractante notifiera, sans délai et par les voies les plus rapides, aux autres Parties Contractantes et à l'UNRRA:

(a) Le premier cas de peste, de choléra ou de fièvre jaune constaté sur son territoire.

(b) Le premier cas constaté de peste, de choléra ou de fièvre jaune apparaissant en dehors des limites des zones déjà affectées.

(c) L'existence d'une épidémie de typhus ou de variole.

(2) Chacune des notifications prescrites ci-dessus devra être accompagnée ou suivie dans le plus bref délai d'informations détaillées sur les points suivants:

(a) Lieu d'apparition de la maladie.

(b) Date de son apparition, sa source et son type (y compris des comptes rendus d'examens anatomo-pathologiques, dès qu'on en disposera).

(c) Nombre des cas constatés et nombre des décès.

(d) Étendue de la ou des zones affectées.

(e) Dans le cas de la peste, existence de la maladie ou d'une mortalité anormale parmi les rongeurs (y compris des comptes rendus d'examens bactériologiques, dès qu'on en disposera).

(f) Dans le cas du choléra, nombre de porteurs de germes s'il en a été découvert.

(g) Dans le cas de la fièvre jaune, présence ou prévalence relative (indice) de *Stegomyia (Aedes aegypti)*.

(h) Mesures prises.

(3) Chaque Partie Contractante doit, en plus des maladies visées spécifiquement à l'Article 18 de la Convention de 1933, savoir: la peste le choléra, la fièvre jaune, le typhus et la variole, notifier l'apparition de toute autre maladie contagieuse qui, de l'avis de l'UNRRA, constitue une menace pour d'autres pays, par leur propagation ou la possibilité de leur propagation à travers les frontières et doit tenir l'UNRRA régulièrement au courant du développement de la maladie.

(4) Outre la notification formelle exigée par les paragraphes (1), (2) et (3) ci-dessus, les Parties Contractantes doivent, autant que possible, notifier périodiquement à l'UNRRA les autres maladies contagieuses constatées dans leurs pays.

(5) Les Parties Contractantes feront avec l'UNRRA les arrangements nécessaires pour tenir rapidement informés tous les gouvernements intéressés de l'apparition dans leur pays respectif d'une maladie qui, de l'avis de l'UNRRA, constitue un danger pour en empêcher l'extension par aéronef à travers les frontières.

(6) Les notifications envisagées dans les paragraphes (1) et (2) du présent Article devront être adressées aux missions diplomatiques, ou, à leur défaut, aux bureaux consulaires établis dans la capitale du pays infecté, et seront mises à la disposition des bureaux consulaires établis sur son territoire.

(7) Ces notifications seront également adressées à l'UNRRA, qui les communiquera immédiatement à toutes les missions diplomatiques ou, à leur défaut, aux consulats à Londres ou à Washington, ainsi qu'aux principales autorités sanitaires des pays participant à la Convention. Les notifications prescrites par les paragraphes (1) et (2) du présent Article devront être adressées par télégramme ou radio.

(8) L'autorité sanitaire appropriée de chaque Partie Contractante transmettra aux aérodromes sanitaires et autorisés, situés sur le territoire ou relevant de la juridiction de la Partie Contractante, toutes les informations contenues dans les notifications épidémiologiques et les communications reçues de l'UNRRA (ainsi que des bureaux régionaux avec lesquels des accords ont été conclus à cet effet), en exécution des dispositions de la Convention sanitaire internationale du 21 juin 1926, si ces informations peuvent affecter l'exercice du contrôle sanitaire dans ces aérodromes.

(9) Afin de faciliter le prompt et scrupuleux accomplissement des dispositions précédentes, les Parties Contractantes accorderont priorité à toutes communications susceptibles de permettre à l'UNRRA de juger rapidement la situation résultant de l'apparition d'une de ces maladies et d'informer les gouvernements afin qu'ils puissent prendre les mesures nécessaires pour combattre la propagation de la maladie à travers leurs frontières.

#### Article VIII

Supprimer le deuxième paragraphe de l'Article 32.

#### Article IX

A l'Article 34, paragraphe (b), après l'alinéa (3) insérer ce qui suit:

(4) Les Parties Contractantes examineront favorablement la possibilité de faire vacciner contre le typhus toutes les personnes se trouvant à bord qui seraient exposées au danger de contamination.

Les alinéas (4) et (5) de l'Article 34 porteront respectivement les numéros (5) et (6).

## Article X

*A l'Article 35 (b) (3), substituer ce qui suit:*

(3) Toute personne que à juste raison, l'on suspecte d'avoir été exposée à l'infection et qui, de l'avis de l'autorité sanitaire, n'est pas suffisamment protégée par une vaccination récente ou par une attaque antérieure de variole, peut être soumise soit à la vaccination ou à l'observation, ou à la surveillance, soit à la vaccination suivie d'observation ou de surveillance, la durée de l'observation ou de la surveillance étant fixée suivant les circonstances, mais ne devant en aucun cas dépasser quatorze jours à dater de l'arrivée de l'aéronef.

*Au dernier paragraphe de l'Article 35 substituer ce qui suit:*

Pour l'application du présent Article, l'expression "vaccination récente" sera considérée comme signifiant que preuve a été fournie d'une vaccination faite avec succès au moins quatorze jours et pas plus de trois ans auparavant; ou que preuve a été fournie que le porteur présente une réaction d'immunité.

## Article XI

*A l'Article 36 substituer ce qui suit:*

Les Parties Contractantes conviennent que:

(1) Les personnes atteintes, ou soupçonnées d'être atteintes de fièvre jaune, ne pourront être admises à s'embarquer à bord d'un aéronef pour un voyage international.

(2) Les Parties Contractantes prendront toutes les mesures possibles pour établir l'existence ou la non-existence de la fièvre jaune sur leurs territoires. A cette fin, dans les territoires où l'on suspecte la présence de la fièvre jaune à l'état endémique, s'il existe des cas de malades mourant dans les dix jours après le début d'une maladie fébrile non diagnostiquée, il est important qu'un spécimen des tissus du foie soit prélevé, si nécessaire par viscérotomie, pour examen histopathologique. En outre, dans les zones d'endémicité, on fera, si possible, un prélèvement de sang pour rechercher la réaction d'immunité à la fièvre jaune sur chaque personne atteinte d'une fièvre non diagnostiquée; si la cause de la fièvre reste douteuse, et si le malade guérit, un second prélèvement de sang devrait être fait à la fin de la troisième semaine à partir du début de la maladie.

(3) Aux fins de l'application du régime de quarantaine, l'UNRRA devra, en consultation avec les gouvernements intéressés, et, en ce qui concerne l'hémisphère occidental, avec le Bureau d'hygiène pan-américain, délimiter les zones où la fièvre jaune existe à l'état endémique.

(4) Les Parties Contractantes s'efforceront de veiller à ce que toutes personnes qui pourraient être appelées à atterrir dans une zone d'endémicité de la fièvre jaune soient vaccinées contre la fièvre

jaune dix jours avant l'arrivée dans cette zone et ensuite revaccinées tous les quatre ans aussi longtemps qu'elles y séjourneront.

(5) (a) La vaccination contre la fièvre jaune sera obligatoire pour tout le personnel ordinaire et les équipages utilisant des aérodrômes autorisés situés dans les zones d'endémicité de la fièvre jaune.

(b) Dans les régions où la fièvre jaune n'existe pas, mais où les conditions de son développement existent, la vaccination de ce personnel et des équipages est recommandée.

(6) Toutes les personnes vaccinées en exécution des dispositions des paragraphes (4) et (5) du présent Article seront munies d'un certificat de vaccination signé par l'agent ayant effectué la vaccination et devront en être porteurs. Ce certificat doit être conforme au modèle internationale du certificat de vaccination contre la fièvre jaune annexée ci-après.

(7) Les personnes en possession d'un certificat valable de vaccination contre la fièvre jaune ne seront pas soumises aux restrictions de quarantaine instituées pour combattre la fièvre jaune.

(8) A défaut d'un certificat valable de vaccination contre la fièvre jaune, on acceptera un certificat attestant que le porteur est remis d'un accès de fièvre jaune et que son sang contient des anti-corps contre la fièvre jaune, la preuve en ayant été faite par l'emploi d'un test appliqué par un institut exécutant habituellement des tests biologiques de fièvre jaune et agréé à cet effet par le gouvernement du pays intéressé.

(9) Toute personne ne possédant pas un certificat valable de vaccination contre la fièvre jaune sera considérée comme ayant été exposée au risque de contagion pendant la durée de son séjour dans une zone d'endémicité de la fièvre jaune.

(10) L'UNRRA établira les standards auxquels le vaccin contre la fièvre jaune devra répondre.

(11) Les Parties Contractantes prendront des dispositions pour vérifier à de fréquents intervalles l'efficacité du vaccin d'immunisation en usage contre la fièvre jaune. A cette fin, l'UNRRA désignera de temps à autre, en consultation avec les gouvernements intéressés, et, en ce qui concerne l'hémisphère occidental, avec le Bureau d'hygiène panaméricain, les instituts qui seront agréés pour procéder à ces vérifications.

## Article XII

*A l'Article 38, substituer ce qui suit:*

Nonobstant l'Article 4 de la Convention de 1933, tout aéroport recevant un aéronef auquel s'applique la Convention de 1933, telle qu'elle a été modifiée par la présente Convention (Article 1, I, deuxième paragraphe), et qui est situé dans une région (c'est-à-dire une partie d'un territoire) où la fièvre jaune existe sous une forme cliniquement, biologiquement ou anatomo-pathologiquement déce-

lable, sera désigné comme un aérodrome sanitaire, selon la définition de la Convention des 1933, et devra en outre:

(1) être situé à une distance adéquate des lieux habités les plus proches;<sup>1)</sup>

(2) être pourvu d'un système d'approvisionnement en eau complètement protégé contre les moustiques, et être maintenu autant que possible libre de moustiques par des mesures systématiques de suppression des nids d'incubation et de destruction des insectes à tous les stades de leur développement;

(3) être pourvu d'habitations à l'épreuve des moustiques pour les équipages et le personnel de l'aérodrome;

(4) être pourvu d'habitations à l'épreuve des moustiques pour le logement et l'hospitalisation des passagers.

Afin d'éliminer les insectes vecteurs de la fièvre jaune, les Parties Contractantes rendront et maintiendront libres des ces insectes: (a) les aérodromes et leurs environs dans les zones d'endémicité de la fièvre jaune; (b) les aérodromes situés hors des zones d'endémicité, mais dans lesquels la maladie risque d'être introduite.

Comme mesure immédiate contre le transport des vecteurs de la fièvre jaune, une désinsectisation des aéronefs sera effectuée à chaque aérodrome situé dans une zone d'endémicité de la fièvre jaune et, particulièrement, au départ du dernier aérodrome situé dans une zone d'endémicité de la fièvre jaune.

Dans tout territoire compris dans une zone d'endémicité de la fièvre jaune, les autorités sanitaires auront toute latitude pour imposer, à l'égard d'autres territoires situés dans cette même zone, les mesures de quarantaine qui sont autorisées par la Convention de 1933, telle qu'elle a été modifiée par la présente Convention. Les passagers en bonne santé et les membres de l'équipage non-porteurs de certificat valable de vaccination ne pourront être retenus à l'aérodrome de départ. Ils seront autorisés à partir, les mesures de quarantaine nécessaires étant prises au premier aérodrome d'arrivée dans une zone menacée.

### Article XIII

*Les Articles 39 à 46 inclusivement sont supprimés.<sup>2)</sup>*

<sup>1)</sup> Pour tout ce qui concerne la lutte contre les moustiques, le périmètre de l'aérodrome sera défini comme la ligne qui circonscrit la zone où se trouvent les bâtiments de l'aérodrome et tout terrain utilisé ou susceptible d'être utilisé pour le stationnement des aéronefs. Une zone non-construite de 400 mètres doit être maintenue autour du périmètre de tout aérodrome situé sur les grandes lignes de communication aériennes et qui se trouve dans une zone d'endémicité de la fièvre jaune.

<sup>2)</sup> Par suite de la suppression de l'Article 40, l'application des prescriptions de l'Article 38, modifié, n'aura plus pour effet de faire considérer les aérodromes situés dans une zone d'endémicité de la fièvre jaune comme „aérodromes anti-amaril” et comme zones séparées. Les passagers atterrissant à ces aérodromes seront soumis aux mesures définies à l'Article 38, selon les nécessités du cas.



## Article XIV

*A l'Article 47 substituer ce qui suit:*

(1) Dans les territoires où la fièvre jaune n'existe pas, mais où les conditions pourraient en permettre le développement:

(a) les aéroports autorisés devront se conformer aux prescriptions de l'Article 38 de la Convention de 1933, telle qu'elle a été modifiée par la présente Convention;

(b) à l'arrivée au premier aéroport, les aéronefs provenant d'une zone d'endémicité de la fièvre jaune seront désinsectisés.

(2) Toute personne faisant par voie aérienne un voyage d'une zone d'endémicité de la fièvre jaune vers une autre zone où la fièvre jaune n'existe pas, mais où les conditions pourraient en permettre le développement, sera traitée de la façon suivante au premier point d'arrêt dans cette autre zone:

(a) si elle est en possession d'un certificat valable de vaccination contre la fièvre jaune, elle sera autorisée à continuer son voyage sans subir les restrictions de quarantaine concernant la fièvre jaune;

(b) si elle n'est pas en possession d'un certificat valable de vaccination contre la fièvre jaune, elle pourra être isolée dans des locaux dûment pourvus de grillages jusqu'au moment où le certificat deviendra valable ou jusqu'à l'expiration d'un délai de six jours, suivant que l'une ou l'autre circonstance se produira la première.

(3) Nonobstant les dispositions précédentes du présent Article, les Parties Contractantes peuvent (mais seulement dans des cas tout à fait exceptionnels) délivrer à des personnes non-vaccinées dont le libre passage est absolument et immédiatement essentiel pour des raisons de haute politique, des certificats d'urgence attestant qu'il est de nécessité urgente de laisser passer sans entraves le porteur du certificat.

La forme exacte et le mode de délivrance du certificat, ainsi que le caractère de l'autorité qui aura qualité pour l'émettre, feront l'objet d'arrangements et de communications entre les gouvernements intéressés.

Les Parties Contractantes s'engagent à accorder le libre passage aux porteurs de ces certificats, mais les déplacements de ces personnes seront, autant que possible, restreints pendant les escales sur les lignes aériennes à des locaux dûment pourvus de grillages qu'elles ne devront quitter que pour se rendre à l'aéronef.

## Article XV

*A l'Article 51 la première ligne sera modifiée comme suit:*

„Les mesures suivantes peuvent être prises à l'aéronef.

## Article XVI

*A l'Article 53, substituer ce qui suit:*

Toute personne qui, à son arrivée dans un aéroport, est considérée, aux termes de la Partie III de la Convention de 1933, telle

qu'elle a été modifiée par la présente Convention, comme astreinte à être placée en surveillance<sup>1)</sup> jusqu'à la fin de la période d'incubation de la maladie, peut néanmoins continuer son voyage, à la condition que le fait soit notifié aux autorités des territoires où elle doit atterrir, ainsi qu'à celles du territoire d'arrivée, par une méthode garantissant que l'intéressé sera soumis à l'inspection médicale aux aérodromes situés de long de la route.

Aucune personne astreinte à être mise en observation<sup>1)</sup> aux termes de l'Article 26 de la Convention de 1933 ne sera autorisée, jusqu'à l'expiration de la période d'incubation, à continuer son voyage, excepté, dans le cas de maladies autres que la fièvre jaune, avec l'autorisation des autorités sanitaires du point d'arrêt suivant.

#### Article XVII

*Au paragraphe premier de l'Article 54, substituer ce qui suit:*

En appliquant des mesures sanitaires à un aéronef provenant d'une zone infectée, l'autorité sanitaire de chaque aérodrome doit, dans toute la mesure du possible, tenir compte de toutes mesures déjà appliquées à l'aéronef dans un autre aérodrome sanitaire, soit à l'étranger, soit dans le pays même, et dûment constatées dans la déclaration de santé d'aéronef prévue par l'Article IV de la présente Convention.

*A l'Article 54, ajouter le paragraphe suivant:*

En raison du risque spécial de transport, par les aéronefs effectuant des voyages internationaux, d'insectes vecteurs de la malaria et d'autres maladies, tout aéronef quittant une zone infectée doit être désinsectisé au départ. Nonobstant les termes de l'Article 54 de la Convention de 1933, telle qu'elle a été modifiée par la présente Convention, une désinsectisation subséquente de l'aéronef peut être exigé avant l'arrivée ou à l'arrivée s'il y a des raisons de soupçonner l'importation d'insectes vecteurs.

En outre, les Parties Contractantes sont convenues de ce qui suit:

#### Article XVIII

La présente Convention entrera en vigueur aussitôt qu'elle aura été acceptée, par voie de signature ou d'adhésion, par dix gouvernements au moins.

<sup>1)</sup> Dans tous les cas où la présente Convention prescrit une surveillance, celle-ci ne pourra être remplacée par l'observation, excepté

(a) dans les circonstances où la surveillance ne pourrait être exercée avec le soin nécessaire;

(b) si le risque d'introduire une maladie infectieuse dans le pays est considéré comme exceptionnellement sérieux;

(c) si la personne qui doit faire l'objet de la surveillance ne peut fournir les garanties sanitaires suffisantes.

Les personnes en observation ou sous surveillance se soumettront à tout examen que l'autorité sanitaire compétente pourrait juger nécessaire.

### Article XIX

La présente Convention complètera la Convention de 1933 et sera considérée comme formant un tout avec elle. Ladite Convention, telle qu'elle est modifiée par la présente Convention, demeure pleinement en vigueur entre les Parties Contractantes. Lorsqu'une disposition de la Convention de 1933 contient une référence à une autre disposition, cette référence sera considérée comme étant une référence à la disposition en question, telle qu'elle résulte de toutes modifications qui y sont apportées par la présente Convention.

### Article XX

A partir du 15 janvier 1945, la présente Convention sera ouverte à l'adhésion de tout gouvernement qui n'en est pas signataire. Les adhésions seront notifiées par écrit au Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique.

Les adhésions notifiées après l'entrée en vigueur de la présente Convention deviendront effectives à l'égard de chaque gouvernement lors de la notification de son adhésion.

### Article XXI.

Toute Partie Contractante peut, en signant la présente Convention ou en y adhérant, déclarer qu'elle ne s'applique pas à tout ou partie de ses colonies, territoires d'outremer, territoires placés sous sa protection, suzeraineté ou autorité, ou territoires pour lesquels elle exerce un mandat. La présente Convention pourra à tout moment ultérieur être rendue applicable à l'un quelconque de ces territoires par une notification écrite adressée au Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique; la Convention s'appliquera à ce territoire à partir de la réception de la notification par le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique.

### Article XXII.

Le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique informera par écrit les gouvernements parties à la Convention de 1933 ainsi que les gouvernements parties à la présente Convention, de toutes signatures et adhésions à la présente Convention ainsi que de toutes notifications concernant les territoires auxquels la présente Convention est rendue applicable.

### Article XXIII.

La présente Convention demeurera en vigueur pour chaque Partie Contractante jusqu'à ce que

- (1) cette Partie se trouve liée par une convention ultérieure modifiant ou remplaçant la Convention de 1933, ou que
- (2) une période de dix-huit mois se soit écoulée à dater du jour où la présente Convention entrera en vigueur, selon que l'une ou l'autre circonstance se produira la première.

## Article XXIV.

Le texte original de la présente Convention sera déposé aux archives du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique et sera ouvert à la signature le 15 décembre 1944, à Washington, où il demeurera ouvert à la signature jusqu'au 15 janvier 1945. Des copies certifiées conformes en seront fournies par le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique à chacun des gouvernements par lesquels cette Convention aura été acceptée, par voie de signature ou d'adhésion, ainsi qu'à chacun des gouvernements parties à la Convention de 1933.

EN FOI DE QUOI, les plénipotentiaires soussignés, ayant déposé leurs pleins pouvoirs trouvés en bonne et due forme, ont signé les textes anglais et français de la présente Convention, les deux versions faisant également foi, au nom de leurs gouvernements respectifs, aux dates figurant en regard de leurs signatures.

For the French Republic:

ANDRÉ MAYER

January 5, 1945

For Poland:

JAN CIECHANOWSKI

January 5, 1945

For the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland:

At the time of signing the present Convention I declare that my signature does not cover any of the territories referred to in Article Twenty-One of the International Sanitary Convention, 1944.

HALIFAX

January 5, 1945

For the United States of America:

Subject to ratification:

E. R. STETTINIUS, Jr.

January 5, 1945

For China:

J. HENG LIU

January 11, 1945

For the Union of South Africa:

S. F. N. GIE

January 13, 1945

For Egypt:

With the following reservations:

1. That this signature does not affect in any way the relations of the Egyptian Government with the International Office of Public Health, Paris, or its obligations toward the Regional Office at Alexandria;
2. That this convention is subject to ratification by the Egyptian Parliament.

M. HASSAN

January 15, 1945

For Canada:

Subject to ratification.

L. B. PEARSON

January 15, 1945

For Cuba:

Esta Convención, previa la aprobación del Senado de la República, será ratificada por el Ejecutivo.

GMO BELT

January 15, 1945

For the Dominican Republic:

Con la reserva de que la República Dominicana no podrá ratificar esta Convención sin adherirse, al mismo tiempo, a las Convenciones de París y de La Haya, y que por virtud de disposiciones constitucionales de la República, estos procesos estarán subordinados a la previa sanción del Congreso Nacional.

EMILIO G. GODOY

January 15, 1945

For Bolivia:

Sujeto a ratificación:

V. ANDRADE

January 15, 1945

For Nicaragua:

GUILLERMO SEVILLA SACASA

January 15, 1945

For Peru:

With the following reservations:

1. That this Convention is signed *ad referendum*;
2. That if the execution of the said Convention would not conform with the regulations contained in the Pan American Sanitary Code of Havana, Perú will give preference to the latter.

P. G. BELTRAN

January 15, 1945

For Luxembourg:

HUGUES LE GALLAIS

January 15, 1945

For Ecuador:

S. E. DURAN BALLEEN

January 15, 1945

For Greece:

C. P. DIAMANTOPOULOS

January 15, 1945

For Honduras:

JULIAN R. CACERES

January 15, 1945

For Haiti:

J. THÉBAUD

January 15, 1945

---

### LISTE DES MODELES ANNEXES

1. Déclaration de Santé d'Aéronef.
2. Déclaration Personnelle d'Origine et de Santé.
3. Certificat International de Vaccination Contre le Choléra.
4. Certificat International de Vaccination Contre la Fièvre Jaune.
5. Certificat International d'Immunité Contre la Fièvre Jaune.
6. Certificat International de Vaccination Contre le Typhus.
7. Certificat International de Vaccination Contre la Variole.

DECLARATION DE SANTE D'AERONEF  
(Modèle International)(A remplir à l'atterrissage par le Commandant d'un aéronef et à  
remettre à l'Officier de santé de l'aérodrome)

## Aérodrome d'entrée

- (1) No. de licence de l'aéronef ou marque d'immatriculation Nationalité
- (2) Aérodrome et date de départ
- (3) Aérodromes où l'aéronef s'est posé et d'ou il est parti au cours du voyage. Dates d'arrivée et de départ, pour chacun des aérodromes:

| Aérodrome | Date | Aérodrome | Date |
|-----------|------|-----------|------|
|           |      |           |      |

- (4) Nombre de membres de l'équipage
- (5) Nombre de passagers
- (6) Nombre de passagers débarquants
- (7) Quelqu'un a-t-il quitté l'aéronef, au cours du voyage, pour cause de maladie?
- (8) Y a-t-il eu des cas de maladie pendant le voyage?
- (9) L'aéronef a-t-il été désinsectisé?

| Par qui? | Où? | Méthode | Date |
|----------|-----|---------|------|
|          |     |         |      |

- (10) D'autres mesures sanitaires ont-elles été prises à l'égard de l'aéronef au cours du voyage?
- (11) Avez-vous à bord, vivants, des animaux, des oiseaux, des insectes ou des cultures bactériologiques ou des virus?  
Je déclare que les mentions figurant ci-dessus sont, autant que je sache et suis fondé à croire, exactes et conformes à la vérité.

Date ..... Signature du Commandant .....

Note: Le verso de cette formule peut être utilisé par l'Officier de santé pour y noter la décision prise à l'égard de l'aéronef et des passagers.

**DECLARATION PERSONNELLE D'ORIGINE ET DE SANTE**  
(Modèle International)  
(Pour les passagers d'aéronefs)

Port d'arrivée:

1. Nom et prénoms .....  
(Caractères d'imprimerie, Nom d'abord)
2. Nationalité :
3. Numéro du passeport :
4. Adresse permanente (domicile) :
5. Adresse précise de la destination immédiate :
6. Indiquer où vous avez passé les quatorze dernières nuits précédant l'arrivée dans ce pays :

|                           |                             |
|---------------------------|-----------------------------|
| Hier soir .....           | Il y a huit jours .....     |
| Avant-hier soir .....     | Il y a neuf jours .....     |
| Il y a trois jours .....  | Il y a dix jours .....      |
| Il y a quatre jours ..... | Il y a onze jours .....     |
| Il y a cinq jours .....   | Il y a douze jours .....    |
| Il y a six jours .....    | Il y a treize jours .....   |
| Il y a sept jours .....   | Il y a quatorze jours ..... |

7. J'ai en ma possession un certificat de vaccination contre :
  - le Choléra
  - la Fièvre jaune
  - le Typhus
  - la Variole.

8. Je déclare que je n'ai pas été malade durant les quatorze derniers jours, à l'exception de :

Je déclare que les informations ci-dessus sont exactes autant que je sache et suis fondé à croire.

Signature: .....

Date: .....



Convention Sanitaire Internationale  
pour la Navigation Aérienne, 1944

**CERTIFICAT INTERNATIONAL DE VACCINATION  
CONTRE LE CHOLERA**

LE PRESENT DOCUMENT CERTIFIE QUE .....

(Âge ..... Sexe .....) dont la signature apparaît ci-dessous  
a été vacciné(e) contre le choléra aux dates indiquées.

| Date | Produit |                       | Fonctionnaire pratiquant<br>la vaccination |                |
|------|---------|-----------------------|--|----------------|
|      | Origine | No. du lot<br>et type | Signature                                  | Titre officiel |
|      |         |                       |  |                |

(Signature de la personne vaccinée)

(Domicile)

Timbre officiel du fonction-  
naire pratiquant la  
vaccination

(Date)

(Ce certificat n'est valable que pour 6  
mois à compter de la date de délivrance.)

Convention Sanitaire Internationale  
pour la Navigation Aérienne, 1944

**CERTIFICAT INTERNATIONAL DE VACCINATION  
CONTRE LA FIEVRE JAUNE**

LE PRESENT DOCUMENT CERTIFIE QUE .....

(Âge ..... Sexe .....) dont la signature apparaît ci-dessous  
a été vacciné(e) aujourd'hui par moi contre la fièvre jaune.

Origine du vaccin et numéro du lot .....

Signature du fonctionnaire pratiquant la vaccination .....

Fonction officielle .....

Lieu ..... Date .....

(Signature de la personne vaccinée)

(Domicile)

Timbre officiel du fonction-  
naire pratiquant la  
vaccination

**Note:**

Ce certificat n'est valable que:

- (a) si le vaccin et la méthode employée ont été approuvés par l'UNRRA;
- (b) après l'expiration des 10 jours suivant la date de la vaccination, excepté dans le cas de personnes revaccinées dans un délai de 4 ans;
- (c) pendant 4 ans à partir de la date de la dernière vaccination.

Convention Sanitaire Internationale  
pour la Navigation Aérienne, 1944

**CERTIFICAT INTERNATIONAL D'IMMUNITÉ  
CONTRE LA FIEVRE JAUNE**

CE DOCUMENT CERTIFIE QUE .....  
(Âge ..... Sexe .....) soussigné est immunisé contre la fièvre  
jaune en raison d'avoir déjà eu cette maladie. Cette immunité a été démontrée  
par le test de protection, sur la souris.  
Date de la saignée ..... Lieu de la saignée .....  
Nom du laboratoire qui est s'est chargé du test .....  
Lieu où se trouve le laboratoire .....  
Date du test .....  
Résultat du test .....  
Signature du Directeur du Laboratoire .....

Timbre officiel  
du Laboratoire

(Signature de la personne soumise au test)

(Domicile)

**Note:**

- Ce certificat n'est pas valable :
- (a) si le laboratoire qui a procédé au test de protection et la méthode employée n'ont pas été approuvés par l'UNRRA ;
  - (b) si plus de dix ans se sont écoulés depuis la date d'exécution du test.

Convention Sanitaire Internationale  
pour la Navigation Aérienne, 1944

**CERTIFICAT INTERNATIONAL DE VACCINATION  
CONTRE LE TYPHUS**

LE PRÉSENT DOCUMENT CERTIFIE QUE .....  
(Âge ..... Sexe .....) dont la signature apparaît ci-dessous  
a été vacciné(e) contre le typhus aux dates indiquées.

| Date | Produit |                    | Fonctionnaire pratiquant la vaccination |                |
|------|---------|--------------------|---|----------------|
|      | Origine | No. du lot et type | Signature                               | Titre officiel |
|      |         |                    |   |                |

(Signature de la personne vaccinée)

(Domicile)

Timbre officiel du fonctionnaire pratiquant la vaccination

(Date)

(Ce certificat n'est valable que pour un an à partir de la date de délivrance.)

Convention Sanitaire Internationale  
pour la Navigation Aérienne, 1944

CERTIFICAT INTERNATIONAL DE VACCINATION  
CONTRE LA VARIOLE

LE PRÉSENT DOCUMENT CERTIFIE QUE .....

(Âge ..... Sexe .....) dont la signature apparaît ci-dessous  
a été vacciné(e) aujourd'hui par moi contre la variole.

Origine du vaccin et numéro du lot .....

Timbre officiel

Signature de la personne  
pratiquant la vaccination .....

Fonction officielle .....

Lieu ..... Date .....

Signature de la personne  
vaccinée .....

Domicile .....

*Observation importante.* Dans le cas d'une première vaccination, la personne vaccinée doit être invitée à se présenter à un médecin entre le 8ème et le 14ème jour, afin que le résultat de cette vaccination puisse être porté sur le certificat. Dans le cas d'une revaccination, la personne vaccinée doit se présenter dans les 48 heures pour un premier examen, afin que toute réaction d'immunité qui se serait produite puisse être constatée.

LE PRÉSENT DOCUMENT CERTIFIE QUE la vaccination mentionnée ci-dessus a été contrôlée par moi à la date ou aux dates suivantes, et avec les résultats suivants:

Date du contrôle

Résultats

.....

.....

.....

Timbre officiel

Signature du médecin .....

Fonction officielle .....

Lieu ..... Date .....

Employer les termes suivants pour indiquer les résultats: „Réaction d'immunité”, „Réaction accélérée (vaccinoïde)”, „Réaction primaire typique de vaccination”. Un certificat portant „Sans réaction” ne sera pas valable.

Signature de la personne vaccinée .....

(Ce certificat n'est valable que pour trois  
ans à compter de la date de délivrance.)

## INTERNATIONAAL SANITAIR VERDRAG VOOR DE LUCHTVAART 1944

### tot wijziging van het Internationaal Sanitair Verdrag voor de Luchtvaart van 12 April 1933

De Verdragsluitende Regeringen;

Overwegende, dat het Internationaal Gezondheidsbureau, opgericht bij het Verdrag, ondertekend te Rome op 9 December 1907, op het ogenblik niet in staat is op effectieve wijze al de taken en functies te vervullen welke hem zijn toegewezen door de Bijlage van dat Verdrag, door het Internationaal Sanitair Verdrag van 1926, door het Internationaal Sanitair Verdrag voor de Luchtvaart van 1933 en door andere Verdragen of Overeenkomsten, betrekking hebbende op de volksgezondheid;

Hebbende de taak om dit tijdelijk probleem op te lossen door de voorbereiding van overeenkomsten en regelingen, bij wijze van noodmaatregelen, nopens de bekendmaking van epidemische ziekten, zomede nopens de eenvormigheid inzake quarantaine-voorschriften, opgedragen aan de Administratie van de Verenigde Naties inzake Hulp en Rehabilitatie (hierna te noemen UNRRA), in overeenstemming met de resolutie no. 8 (2), door de Raad van de UNRRA aangenomen in zijn eerste zitting, evenwel met inachtneming van het Statuut van het Internationaal Gezondheidsbureau, dat, naar gehoopt mag worden, na beëindiging van dit Verdrag de bovengenoemde taken en functies weer zal kunnen ter hand nemen; zulks na ontvangst van de aanbevelingen van de UNRRA dienaangaande;

Overeengekomen zijnde, dat, ten aanzien van de Amerikaanse Republieken, het Panamerikaanse Sanitair Bureau, evenals in het verleden, zal optreden als algemeen coördinerend lichaam op het gebied van de volksgezondheid, met name voor het verzamelen en verspreiden van gegevens, afkomstig uit deze Republieken of voor haar bestemd, zoals aangegeven in de Panamerikaanse Sanitaire Code en zoals dit tot op heden door het Internationaal Gezondheidsbureau is erkend;

Wensende, voor wat haar zelf betreft, ook de voorzieningen te wijzigen van het Internationaal Sanitair Verdrag voor de Luchtvaart, ondertekend te 's-Gravenhage op 12 April 1933 (hier na te noemen het Verdrag van 1933), teneinde deze aan te passen aan de huidige omstandigheden, die speciale maatregelen vereisen om de verbreiding van epidemische of andere besmettelijke ziekten door de lucht over de grenzen te verhinderen;

Hebben besloten, een Verdrag tot dit doel te sluiten; zijn overeengekomen, dat, terwijl de oorspronkelijke tekst van het Verdrag van 1933 in de Franse taal is gesteld, het onderhavige Verdrag zal

worden gesteld in het Engels en in het Frans, beide teksten gelijkelijk authentiek, en hebben in overeenstemming hiermede de onderstaande gevolmachtigden aangewezen, die, na hun in goede en behoorlijke vorm bevonden volmachten te hebben overgelegd, zijn overeengekomen, dat het Internationaal Sanitair Verdrag van 1933 als volgt zal worden gewijzigd:

#### Artikel I

Iedere verwijzing naar het Internationaal Gezondheidsbureau, voorkomend in het Verdrag van 1933, wordt beschouwd als een verwijzing naar de UNRRA.

#### Artikel II

De 2e alinea van paragraaf VI van artikel 1 wordt vervangen door het volgende:

Het woord *toezicht* betekent, dat de personen niet worden afgezonderd en dat zij terstond tot bewegingsvrijheid worden toegelaten, maar dat de gezondheidsautoriteit in de plaats of in de plaatsen waarheen zij zich begeven, van hun komst op de hoogte wordt gesteld. Zij kunnen in de plaats van aankomst aan een geneeskundig onderzoek worden onderworpen en men kan hun de vragen stellen, nodig tot vaststelling van hun gezondheidstoestand. In ieder gebied waar de daartoe bevoegde Verdragsluitende Partij het nodig oordeelt, kan het toezicht de verplichting omvatten om zich bij aankomst, en vervolgens bij vaste tussenpozen gedurende het toezicht, te melden bij de geneeskundig ambtenaar van de stad, van de streek of van de plaats waarheen de betrokkenen zich begeven.

#### Artikel III

Aan artikel I worden de volgende definities toegevoegd:

VIII. De termen *typhus*, *typhus febrilis* en *typhus exanthematicus*, worden beschouwd als slechts betrekking hebbend op epidemische typhus, overgebracht door luizen.

IX. Een *inheemse gele koorts zone* is een streek waar de gele koorts bestaat en herkenbaar is aan klinische, biologische of anatomisch-pathologische verschijnselen.

X. Een *geldig bewijs van inenting tegen gele koorts* is een certificaat waarin verklaard wordt, dat de bezitter daarvan ingeënt is tegen gele koorts, met een entstof en volgens een methode die door de UNRRA is goedgekeurd, en wel indien zijn verlopen:

- 1) meer dan tien dagen en minder dan vier jaar sinds de datum van inenting;
- 2) minder dan vier jaar sinds de datum van een herinenting, toegepast binnen de vier jaar volgende op de vorige inenting;
- 3) meer dan tien dagen en minder dan vier jaar sinds de datum van een herinenting, toegepast na een tussenperiode van meer dan vier jaar.

XI. De term *Stegomyia (Aedes aegypti)* wordt beschouwd als omvattende *Aedes aegypti* en alle andere muskieten die in staat zijn om gele koorts over te brengen.

#### Artikel IV

Artikel 9 wordt vervangen door het volgende:

1. De passagiers die per luchtvaartuig een reis naar het buitenland maken, moeten bij aankomst of onmiddellijk voor hun aankomst op de plaats van bestemming, ofwel, indien hun dit wordt verzocht, op ieder luchtvaartterrein waar de reis wordt onderbroken, een persoonlijke verklaring invullen betreffende hun herkomst en hun gezondheidstoestand.

2. De Gezagvoerder van een luchtvaartuig dat een reis maakt naar het buitenland, moet bij aankomst of onmiddellijk vóór de aankomst op het eerste goedgekeurde luchtvaartterrein van het land dat hij binnenkomt, betreffende zijn toestel een gezondheidsverklaring invullen die hij aan de autoriteiten van het luchtvaartterrein onmiddellijk na aankomst overhandigt. Men heeft het recht, hem te verzoeken, certificaten over te leggen betreffende de gezondheidsmaatregelen welke, volgens de verklaring, genomen zijn ten aanzien van het luchtvaartuig voor het vertrek ofwel in de landingsplaatsen gedurende de reis, zulks krachtens het Verdrag van 1933, zoals dit gewijzigd is bij het onderhavige Verdrag.

3. Luchtvaartuigen zijn niet verplicht een gezondheidscertificaat mede te voeren.

4. De Verdragsluitende Partijen maken zoveel mogelijk gebruik van de internationale modellen voor de gezondheidsverklaring van het luchtvaartuig, voor de persoonlijke verklaring van herkomst en gezondheid en voor elk der certificaten van inenting tegen cholera, typhus en pokken, volgens de hieraangehechte bijlagen.<sup>1)</sup>

#### Artikel V

Aan artikel 13 wordt het volgende toegevoegd:

Bovendien kan aan personen die niet de nodige garanties omtrent hun gezondheidstoestand kunnen geven, de inscheping worden verboden totdat de gezondheidsmaatregelen (ontluising, ontsmetting van kleding enz.) of alle andere maatregelen die, naar het oordeel van de gezondheidsautoriteiten, nodig zijn om het overbrengen door de lucht van de ziekte te verhinderen, zijn genomen.

#### Artikel VI

In artikel 16, aan het einde van de eerste alinea, na de woorden „geëigende sanitaire maatregelen” worden toegevoegd de woorden: „met inbegrip van reiniging”.

<sup>1)</sup> Voor wat de gele koorts betreft, zie artikel XI (6).

## Artikel VII

Artikel 20 wordt vervangen door het volgende:

1. Iedere Verdragsluitende Partij brengt onverwijld en langs de snelste weg ter kennis van de andere Verdragsluitende Partijen en van de UNRRA:

a. het eerste geval van pest, cholera of gele koorts dat in haar gebied is geconstateerd;

b. het eerste geval van pest, cholera of gele koorts dat zich voordoet buiten de grenzen van reeds aangetaste gebieden;

c. het bestaan van een typhus- of pokkenepidemie.

2. Iedere der boven-voorgescreven kennisgevingen moet vergezeld gaan van of ten spoedigste gevolgd worden door gedetailleerde berichtgevingen, inzake de volgende punten:

a. de plaats waar de ziekte is opgetreden;

b. de dag van haar optreden, haar oorsprong en haar aard (waaronder rapporten inzake anatomisch-pathologische onderzoeken, zodra men daarover beschikt);

c. het aantal waargenomen ziekte- en sterfgevallen;

d. de uitgestrektheid van de besmette zone of zones;

e. in geval van pest, het bestaan van de ziekte of van een abnormale sterfte onder de knaagdieren (waaronder rapporten inzake bacteriologische onderzoeken, zodra men daarover beschikt);

f. in geval van cholera, het aantal kiemdragers, indien men deze heeft ontdekt;

g. in geval van gele koorts, de aanwezigheid of het relatieve overwicht (aanduiden welk overwicht) van *Stegomyia (Aedes aegypti)*;

h. de genomen maatregelen.

3. Iedere Verdragsluitende Partij moet, behalve de ziekten, speciaal vermeld in artikel 18 van het Verdrag van 1933, te weten pest, cholera, gele koorts, typhus en pokken, het optreden van alle andere besmettelijke ziekten melden die, naar het oordeel van de UNRRA, een gevaar opleveren voor andere landen door hun verspreiding of door de mogelijkheid van hun verspreiding over de grenzen, en moet de UNRRA periodiek op de hoogte houden van de ontwikkeling dier ziekte.

4. Behalve de formele kennisgeving, vereist in de leden 1, 2 en 3 van dit artikel, moeten de Verdragsluitende Partijen, voor zover mogelijk, periodiek aan de UNRRA kennis geven van andere besmettelijke ziekten welke in haar landen zijn geconstateerd.

5. De Verdragsluitende Partijen treffen met de UNRRA de nodige regelingen om alle betrokken regeringen snel op de hoogte te houden van het optreden in haar onderscheidene landen van een ziekte die, naar het oordeel van de UNRRA, een gevaar voor andere landen oplevert, zomede van de maatregelen die in uitvoering zijn, om uitbreiding ervan over de grenzen middels een luchtvaartuig, te voorkomen.

6. De kennisgevingen, bedoeld in de leden 1 en 2 van dit artikel, moeten gericht worden tot de diplomatieke missies of, bij gebreke daarvan, tot de consulaire bureaux in de hoofdstad van het besmette land, en zullen ter beschikking staan van de op zijn grondgebied gevestigde consulaire bureaux.

7. Deze kennisgevingen worden eveneens gericht tot de UNRRA, die deze onmiddellijk overbrengt aan alle diplomatieke missies ofwel, bij gebreke daarvan, aan de consulaten te Londen of te Washington, zomede aan de hoogste gezondheidsautoriteiten van de landen die bij het Verdrag partij zijn. De kennisgevingen, voorgeschreven in de leden 1 en 2 van dit artikel moeten telegrafisch of per radio worden overgebracht.

8. De bevoegde gezondheidsautoriteiten van iedere Verdragsluitende Partij brengen aan de goedgekeurde luchtvaartterreinen met gezondheidsdienst welke gelegen zijn op het gebied of binnen het rechtsgebied van de Verdragsluitende Partij, alle inlichtingen over, vervat in de epidemiologische kennisgevingen en mededelingen welke van de UNRRA ontvangen zijn (zomede van de regionale bureaux waarmede tot dit doel overeenkomsten gesloten zijn), ter uitvoering van de bepalingen van het Internationaal Sanitair Verdrag van 21 Juni 1926, en welke van dien aard zijn, dat zij invloed zouden kunnen hebben op het op die luchtvaartterreinen uit te oefenen gezondheids-toezicht.

9. Teneinde een prompte en nauwgezette uitvoering van de voorgaande bepalingen te bevorderen, verlenen de Verdragsluitende Partijen voorrang aan alle mededelingen welke de UNRRA in staat kunnen stellen, snel de toestand te beoordelen die is opgetreden tengevolge van het uitbreken van een dier ziekten en de regeringen in te lichten, opdat deze de nodige maatregelen kunnen treffen, om uitbreiding van de ziekte over de grenzen tegen te gaan.

### Artikel VIII

De tweede paragraaf van artikel 32 vervalt.

### Artikel IX

In artikel 34, sub b, wordt het volgende na alinea 3 ingevoegd:

4. De Verdragsluitende Partijen nemen welwillend de mogelijkheid in overweging, alle personen die zich aan boord bevinden en die aan besmetting zouden kunnen blootstaan, tegen typhus te doen inenten.

De alinea's 4 en 5 van artikel 34 worden vernummerd tot onderscheidenlijk 5 en 6.

### Artikel X

Artikel 35 (b) (3) wordt vervangen door het volgende:

3. Eenieder van wie men met reden vermoedt, dat hij aan besmetting heeft blootgestaan en die, naar het oordeel van de gezond-



heidsautoriteiten, niet voldoende tegen de ziekte is gevrijwaard door een kortgeleden toegepaste inenting of door een vroegere aanval van pokken, kan onderworpen worden hetzij aan inenting, waarneming of toezicht, hetzij aan inenting, gevolgd door waarneming of toezicht, waarbij de duur dezer waarneming of van dit toezicht wordt bepaald naar de omstandigheden, maar in geen geval langer mag zijn dan veertien dagen, met ingang van de dag van aankomst van het luchtvaartuig.

Het laatste lid van artikel 35 wordt vervangen door het volgende:

Voor de toepassing van dit artikel wordt de uitdrukking „kortgeleden toegepaste inenting” geacht te betekenen, dat het bewijs is geleverd van een met succes toegepaste inenting minstens veertien dagen en niet meer dan drie jaren tevoren; ofwel, dat het bewijs is geleverd van een reactie van immuniteit.

## Artikel XI

Artikel 36 wordt vervangen door het volgende:

De Verdragsluitende Partijen komen overeen:

1. Personen die door gele koorts zijn aangetast, of van wie worden vermoed, dat zij daardoor zijn aangetast, kunnen niet aan boord van een luchtvaartuig voor een reis naar het buitenland worden toegelaten.

2. De Verdragsluitende Partijen nemen alle mogelijke maatregelen, om het al dan niet bestaan van gele koorts op haar grondgebied vast te stellen. Tot dit doel is het van belang, dat in de gebieden waar, naar men vermoedt, gele koorts inheems is en waar zich sterfgevallen voordoen van zieken binnen tien dagen na het eerste optreden van koortsziekten waarvoor men geen diagnose heeft kunnen vaststellen, een specimen van de leverweefsels, eventueel door viscerotomie wordt genomen voor histo-pathologisch onderzoek. Buitendien moet, indien mogelijk, in streken waar de ziekte inheems is, het bloed worden onderzocht, om de reactie van immuniteit tegen gele koorts na te gaan van eenieder die lijdt aan een koorts voor welke geen diagnose is vastgesteld; indien de oorzaak van de koorts twijfelachtig blijft, en indien de zieke geneest, moet ten tweede male zijn bloed worden onderzocht aan het einde van de derde week na het intreden van de ziekte.

3. Voor de toepassing van het quarantaine-systeem moet de UNRRA, zulks in overleg met de betrokken Regeringen en, voor wat betreft het Westelijk Halfmond, met het Panamerikaans Gezondheidsbureau, de zones vaststellen waar de gele koorts inheems is.

4. De Verdragsluitende Partijen dragen er de meeste zorg voor, dat eenieder die zou moeten landen in een streek waar de gele koorts inheems is, tien dagen voor aankomst in die streek zal worden inge-

ent tegen gele koorts en voorts, zolang hij daar verblijft, iedere vier jaar wordt heringeënt.

5. a. De inenting tegen gele koorts is verplicht voor al het gewone personeel en voor de bemanningen die de goedgekeurde luchtvaartterreinen gebruiken welke gelegen zijn in gebieden waar gele koorts inheems is.

b. In streken waar gele koorts niet voorkomt, maar waar de voorwaarden voor haar ontwikkeling bestaan, wordt de inenting van dat personeel en van de bemanningen aanbevolen.

6. Eenieder die, overeenkomstig de voorschriften van de leden 4 en 5 van dit artikel, is ingeënt, ontvangt een certificaat van inenting, ondertekend door degene die de inenting heeft verricht, welk certificaat hij bij zich moet dragen. Dit certificaat moet in overeenstemming zijn met het internationaal model van het certificaat van inenting tegen gele koorts, volgens de hieraangehechte bijlage.

7. Personen die in het bezit zijn van een geldig certificaat van inenting tegen gele koorts, zullen niet worden onderworpen aan de quarantaine-maatregelen ter bestrijding van gele koorts.

8. In plaats van een geldig certificaat van inenting tegen gele koorts, is ook een certificaat voldoende waarin wordt verklaard, dat de bezitter ervan hersteld is van een aanval van gele koorts en dat zijn bloed immuniserende bestanddelen bevat tegen gele koorts, alsmede, dat hiervoor het bewijs is geleverd aan de hand van een bloedonderzoek, verricht door een instelling die regelmatig biologische onderzoeken doet voor de gele koorts en door de Regering van het betrokken land als zodanig is erkend.

9. Eenieder die geen geldig certificaat van inenting tegen gele koorts bezit, wordt geacht te hebben blootgestaan aan besmettingsgevaar gedurende zijn verblijf in een gebied waar gele koorts inheems is.

10. De UNRRA stelt de normen vast waaraan de entstof tegen gele koorts moet voldoen.

11. De Verdragsluitende Partijen treffen maatregelen om bij vaste tussenpozen het nuttig effect van de immunisatie-entstof welke tegen de gele koorts in gebruik is, te controleren. Tot dit doel wijst de UNRRA van tijd tot tijd, in overleg met de betrokken Regeringen en, voor wat betreft het Westelijk Halfrond, met het Panamerikaans Gezondheidsbureau, de instellingen aan welke voor het uitvoeren van deze contrôle worden erkend.

## Artikel XII

Artikel 38 wordt vervangen door het volgende:

Ongeacht artikel 4 van het Verdrag van 1933 moet elk luchtvaartterrein dat openstaat voor luchtvaartuigen waarop het Verdrag van 1933, zoals gewijzigd bij dit Verdrag (artikel 1, I, lid 2), van toepassing is, en dat gelegen is in een streek, d.w.z. een deel

van een grondgebied, waar de gele koorts bestaat in een klinisch, biologisch of anatomisch-pathologisch herkenbare vorm, een luchtvaartterrein met gezondheidsdienst zijn, dat beantwoordt aan de omschrijving in het Verdrag van 1933; het moet bovendien:

1. gelegen zijn op gepaste afstand van het naastbijzijnde bewoonde centrum <sup>1)</sup>;
2. voorzien zijn van een inrichting voor drinkwatervoorziening die volkomen beschermd is tegen muskieten en die zoveel mogelijk van muskieten vrij gehouden moet worden, door een stelsel maatregelen om broednesten van muskieten te verwijderen en deze insecten in alle stadia van hun ontwikkeling te verdelgen;
3. voorzien zijn van tegen muskieten beschermde verblijven voor de bemanningen en voor het personeel van het luchtvaartterrein.
4. voorzien zijn van tegen muskieten beschermde verblijven voor het huisvesten en opnemen van passagiers.

Teneinde insecten, dragers van de gele koorts, te verwijderen, maken en houden de Verdragsluitende Partijen vrij van muskieten:

a. de luchtvaartterreinen en hun omgeving in de streken waar de gele koorts inheems is;

b. de luchtvaartterreinen die, hoewel gelegen buiten die streken, het gevaar lopen, dat de ziekte er zich zal voordoen.

Een onmiddellijk te nemen maatregel tegen het overbrengen van dragers van gele koorts is, dat luchtvaartuigen op ieder luchtvaartterrein, gelegen in een streek waar de gele koorts inheems is, worden gezuiverd van insecten, in het bijzonder bij het vertrek van het laatste luchtvaartterrein, gelegen in een zodanige streek.

In ieder gebied, gelegen in een streek waar de gele koorts inheems is, staat het de gezondheidsautoriteiten geheel vrij, ten aanzien van andere gebieden die in diezelfde streek gelegen zijn, de quarantaine-maatregelen uit te voeren die zijn toegestaan in het Verdrag van 1933, zoals gewijzigd bij dit Verdrag. Gezonde passagiers en leden der bemanning die niet in het bezit zijn van een geldig certificaat van inenting, mogen niet op het luchtvaartterrein van vertrek worden vastgehouden. Zij krijgen toestemming te vertrekken, terwijl de nodige quarantaine-maatregelen op het eerste luchtvaartterrein van aankomst in een bedreigde streek worden genomen.

---

<sup>1)</sup> Voor al hetgeen de bestrijding van muskieten betreft, wordt de omtrek van het luchtvaartterrein bepaald door de lijn die de zone omvat binnen welke zich de gebouwen van het luchtvaartterrein bevinden, en voorts ieder terrein dat gebruikt wordt of kan worden voor het parkeren van luchtvaartuigen. Een niet bebouwde zone van 400 meter moet worden vrijgelaten rond de omtrek van ieder luchtvaartterrein dat gelegen is op de grote luchtvaartwegen, en dat ligt in een streek waar de gele koorts inheems is.

## Artikel XIII

De artikelen 39 tot en met 46 worden geschrapt. <sup>1)</sup>

## Artikel XIV

Artikel 47 wordt vervangen door het volgende:

1. Op grondgebieden waar de gele koorts niet voorkomt, maar waar de bestaande toestanden haar ontwikkeling zouden kunnen toelaten:

a. moeten de goedgekeurde luchtvaartterreinen voldoen aan de voorschriften van artikel 38 van het Verdrag van 1933, zoals gewijzigd bij dit Verdrag;

b. worden, bij aankomst op het eerste luchtvaartterrein, de luchtvaartuigen, afkomstig uit een zone waar de gele koorts inheems is, van insecten gezuiverd.

2. Eenieder die een luchtreis maakt van een streek waar de gele koorts inheems is, naar een andere streek, waar zij niet voorkomt, maar waar de bestaande toestanden haar ontwikkeling zouden kunnen toelaten, wordt, bij de eerste landing in die andere streek, als volgt behandeld:

a. indien men in het bezit is van een geldig certificaat van inenting tegen gele koorts, krijgt men toestemming, de reis voort te zetten zonder de quarantaine-maatregelen inzake gele koorts te ondergaan;

b. indien men niet in het bezit is van een geldig certificaat van inenting tegen gele koorts, kan men worden afgezonderd in behoorlijk afgeschermdde lokalen tot het tijdstip waarop het certificaat geldig is, ofwel tot na een verloop van 6 dagen, al naar gelang de ene of de andere omstandigheid zich het eerst voordoet.

3. Ongeacht de voorafgaande bepalingen van dit artikel, kunnen de Verdragsluitende Partijen — echter alleen in zeer uitzonderlijke gevallen — aan niet-ingeënte personen voor wie een vrije doortocht absoluut en onmiddellijk dringend noodzakelijk is om belangrijke politieke redenen, urgentie-certificaten verstrekken waarin verklaard wordt, dat het dringend noodzakelijk is, bedoelde houders van een zodanig certificaat ongemoeid te laten passeren.

De juiste vorm en de wijze van afgifte van dit certificaat, evenals de aard van de tot afgifte bevoegde autoriteit, zullen bij overeenkomsten en mededelingen tussen de betrokken Regeringen worden geregeld.

<sup>1)</sup> Tengevolge van de schrapping van artikel 40, heeft de toepassing van de voorschriften van artikel 38, zoals gewijzigd, niet meer tot resultaat, dat luchtvaartterreinen, gelegen in een streek waar de gele koorts inheems is, beschouwd worden als „antiamari!” en als afzonderlijke streken. Passagiers die op deze luchtvaartterreinen landen, worden onderworpen aan de maatregelen, in artikel 38 vastgelegd, al naar gelang hun geval dit noodzakelijk maakt.

De Verdragsluitende Partijen verbinden zich, vrije doortocht te verlenen aan houders van deze certificaten, maar de bewegingsvrijheid van deze personen moet in de landingsplaatsen op de luchtlijnen zoveel mogelijk beperkt blijven tot de behoorlijk afgeschermdelokalen, welke zij slechts mogen verlaten, om zich naar het luchtvaartuig te begeven.

#### Artikel XV

In artikel 51 wordt de eerste regel als volgt gewijzigd:  
De volgende maatregelen kunnen bij aankomst worden genomen:

#### Artikel XVI

Artikel 53 wordt vervangen door het volgende:

Personen van wie men, bij hun aankomst op een luchtvaartterrein, oordeelt, dat zij volgens Deel III van het Verdrag van 1933, zoals gewijzigd bij dit Verdrag, toezicht<sup>1)</sup> moeten ondergaan, totdat het incubatietijdperk der ziekte is verstreken, mogen nochtans hun reis voortzetten, als van dit feit wordt kennis gegeven aan de autoriteiten van de gebieden waar vervolgens landingen worden gemaakt en aan die van de plaats van bestemming, waarborgende, dat de betrokkenen op elk der volgende op de reisroute gelegen luchtvaartterreinen onderworpen zullen kunnen worden aan een geneeskundig onderzoek.

Aan hen die aan waarneming<sup>1)</sup> onderworpen zouden worden volgens artikel 26 van het Verdrag van 1933, mag voortzetting van de reis niet worden toegestaan dan na afloop van het incubatietijdperk, behalve — bij andere ziekten dan gele koorts — met toestemming van de gezondheidsautoriteiten van de volgende landingsplaats.

#### Artikel XVII

Het eerste lid van artikel 54 wordt als volgt gewijzigd:

De gezondheidsautoriteiten van elk luchtvaartterrein zullen, bij de toepassing van gezondheidsmaatregelen op een luchtvaartuig dat uit een besmette kring afkomstig is, zoveel enigszins mogelijk rekening houden met alle maatregelen die op het luchtvaartuig reeds zijn toegepast op een ander luchtvaartterrein met gezondheidsdienst, hetzij

<sup>1)</sup> In alle gevallen waarin dit Verdrag toezicht voorschrijft, kan dit niet door waarneming worden vervangen, behalve:

- a. in omstandigheden waarin het toezicht niet met de nodige zorg zou kunnen worden uitgevoerd;
- b. indien het gevaar van het binnenbrengen van een besmettelijke ziekte in het land beschouwd wordt als buitengewoon ernstig;
- c. indien de persoon die aan toezicht moet worden onderworpen, niet de nodige garanties inzake zijn gezondheid kan verschaffen.

Personen die onder waarneming of toezicht staan, moeten zich aan elk onderzoek onderwerpen dat de bevoegde gezondheidsautoriteit nodig zou kunnen oordelen.

in een vreemd hetzij in het eigen land, en waarvan aantekening is gehouden in de gezondheidsverklaring van het luchtvaartuig, zoals voorgeschreven in artikel 4 van dit Verdrag.

De volgende paragraaf wordt aan artikel 54 toegevoegd:

Met het oog op het speciale gevaar van het overbrengen van insecten, dragers van malaria en andere ziekten, door luchtvaartuigen gedurende buitenlandse reizen, moet elk luchtvaartuig dat een besmette streek verlaat, bij het vertrek van insecten worden gezuiverd. Ongeacht de termen van artikel 54 van het Verdrag van 1933, zoals gewijzigd bij dit Verdrag, kan een verdere zuivering van insecten worden verlangd vóór of bij aankomst, indien er redenen zijn om het binnenbrengen van bacillendragende insecten te vermoeden.

Bovendien zijn de Verdragsluitende Partijen het volgende overeengekomen:

#### Artikekl XVIII

Dit Verdrag treedt in werking, zodra het is aanvaard hetzij door ondertekening, hetzij door toetreding van tenminste tien Regeringen.

#### Artikel XIX

Dit Verdrag vult het Verdrag van 1933 aan en wordt geacht daarmee een geheel te vormen. Het Verdrag van 1933, zoals gewijzigd bij dit Verdrag, blijft ten volle van kracht tussen de Verdragsluitende Partijen. Indien een bepaling van het Verdrag van 1933 een verwijzing bevat naar een andere bepaling, wordt deze verwijzing geacht te zijn een verwijzing naar de betreffende bepaling, zoals deze luidt na de wijzigingen, daarin aangebracht krachtens dit Verdrag.

#### Artikel XX

Vanaf 15 Januari 1945 staat dit Verdrag open tot toetreding van elke Regering die het Verdrag niet heeft ondertekend. De toetredingen worden schriftelijk ter kennis gebracht van de Regering der Verenigde Staten van Amerika.

De toetredingen welke ter kennis worden gebracht na de inwerking-treding van dit Verdrag, worden van kracht ten aanzien van elke Regering op het moment van het ter kennis brengen van haar toetreding.

#### Artikekl XXI

Elke Verdragsluitende Partij kan, bij het ondertekenen van dit Verdrag of bij toetreding daartoe, verklaren, dat het niet van toepassing is voor alle of voor een gedeelte van haar koloniën, overzeese gebiedsdelen, gebiedsdelen geplaatst onder haar protectoraat, suzeriniteit of gezag, of voor gebiedsdelen onder haar mandaat. Dit Verdrag kan op ieder later tijdstip van toepassing worden verklaard op een dier gebiedsdelen, zulks door middel van een schriftelijke kennisgeving aan de Regering der Verenigde Staten van Amerika; het

Verdrag wordt van toepassing voor dat gebiedsdeel met ingang van de datum van ontvangst van deze kennisgeving door de Regering der Verenigde Staten van Amerika.

#### Artikel XXII

De Regering der Verenigde Staten van Amerika stelt schriftelijk de Regeringen die partij zijn bij het Verdrag van 1933, zomede de Regeringen die partij zijn bij het onderhavige Verdrag, in kennis van alle ondertekeningen van en toetredingen tot het onderhavige Verdrag, zomede van alle kennisgevingen betreffende de gebiedsdelen waarop het onderhavige Verdrag van toepassing is geworden.

#### Artikel XXIII

Dit Verdrag blijft van kracht ten aanzien van iedere Verdragsluitende Partij, totdat:

1. deze Partij wordt gebonden door een later Verdrag dat het Verdrag van 1933 wijzigt of vervangt, ofwel

2. een periode van 18 maanden, met ingang van de dag waarop dit Verdrag in werking treedt, is verstreken, naar gelang de ene of de andere omstandigheid zich het eerst voordoet.

#### Artikel XXIV

De oorspronkelijke tekst van dit Verdrag wordt nedergelegd in de archieven van de Regering der Verenigde Staten van Amerika en wordt voor ondertekening opengesteld op 15 December 1944 te Washington, alwaar het ter ondertekening open blijft tot 15 Januari 1945. Voor eensluidend gewaarmerkte afschriften daarvan worden door de Regering der Verenigde Staten van Amerika verstrekt aan iedere Regering die dit Verdrag heeft aanvaard, hetzij door ondertekening, hetzij door toetreding, zomede aan iedere Regering die partij is bij het Verdrag van 1933.

TEN BEWIJZE WAARVAN de ondergetekende gevolmachtigden, na overlegging van hun in goede en behoorlijke vorm bevonden volmachten, de Engelse en Franse teksten van dit Verdrag, beide gelijkelijk authentiek, hebben ondertekend, zulks in naam hunner onderscheidene Regeringen, op de data vermeld nevens hun handtekeningen.

*De ondertekeningen zijn afgedrukt onder de Franse tekst (sub B).*

### Lijst van aangehechte formulieren

1. Luchtvaart-Gezondheidsverklaring.
2. Persoonlijke verklaring inzake herkomst en gezondheid.
3. Internationaal Certificaat van Inenting tegen Cholera.
4. Internationaal Certificaat van Inenting tegen Gele Koorts.
5. Internationaal Certificaat van Immuniteit tegen Gele Koorts.
6. Internationaal Certificaat van Inenting tegen Typhus.
7. Internationaal Certificaat van Inenting tegen Pokken.

Internationaal Sanitair Verdrag  
voor de Luchtvaart, 1944

#### LUCHTVAART-GEZONDHEIDSVERKLARING (Internationaal model)

(In te vullen, bij landing, door de Gezagvoerder van een luchtvaartuig en te overhandigen aan de ambtenaar van de Gezondheidsdienst van het luchtvaartterrein)

Luchtvaartterrein van binnenkomst

- (1) Nummer of inschrijvingskenmerk Nationaliteit  
van het vliegtuig
- (2) Luchtvaartterrein en datum van vertrek
- (3) Luchtvaartterreinen waar het luchtvaartuig gedurende de reis is geland en datum van vertrek van elk dier luchtvaartterreinen

| Luchtvaart-<br>terrein | Datum | Luchtvaart-<br>terrein | Datum |
|------------------------|-------|------------------------|-------|
|                        |       |                        |       |

- (4) Aantal leden der bemanning
- (5) Aantal passagiers
- (6) Aantal passagiers die van boord gaan
- (7) Heeft iemand het luchtvaartuig gedurende de reis om ziekeredenen verlaten?
- (8) Hebben zich ziektegevallen (anders dan luchtziekte) voorgedaan gedurende de reis?
- (9) Is het luchtvaartuig van insecten gezuiverd?

Details verstrekken over de laatste drie zuiveringen van insecten.

| Door wie? | Waar? | Toegepaste<br>methode | Datum |
|-----------|-------|-----------------------|-------|
|           |       |                       |       |

- (10) Zijn andere gezondheidsmaatregelen genomen ten aanzien van het luchtvaartuig gedurende de reis?
- (11) Hebt gij aan boord levende beesten, vogels, insecten of bacteriologische cultures ofwel virus?

Ik verklaar dat de bovenvermelde gegevens, voor zover ik weet en gerechtigd ben te geloven, juist zijn.

Datum ..... Handtekening van de Gezagvoerder .....

P.S. De achterzijde van dit formulier kan door de geneeskundig ambtenaar gebruikt worden, om er de beslissing ten aanzien van het luchtvaartuig en de passagiers op te vermelden.



**PERSOONLIJKE VERKLARING VAN HERKOMST EN  
GEZONDHEID**  
(Internationaal model)

(Voor reizigers van luchtvaartuigen)

Plaats van aankomst :

1. Naam en voornamen .....  
(In drukletters, naam eerst vermelden)
  2. Nationaliteit
  3. Nummer van het paspoort
  4. Vast adres
  5. Nauwkeurig adres van onmiddellijke bestemming
  6. Aangeven waar gij de laatste veertien dagen voorafgaande aan de aankomst in het land, hebt doorgebracht :
 

|                       |                        |
|-----------------------|------------------------|
| Gisteravond .....     | 8 dagen geleden .....  |
| Eergisteravond .....  | 9 dagen geleden .....  |
| 3 dagen geleden ..... | 10 dagen geleden ..... |
| 4 dagen geleden ..... | 11 dagen geleden ..... |
| 5 dagen geleden ..... | 12 dagen geleden ..... |
| 6 dagen geleden ..... | 13 dagen geleden ..... |
| 7 dagen geleden ..... | 14 dagen geleden ..... |
  7. Ik ben in het bezit van een certificaat van inenting tegen :
 

|             |
|-------------|
| cholera     |
| gele koorts |
| typhus      |
| pokken.     |
  8. Ik verklaar, dat ik niet ziek geweest ben gedurende de laatste 14 dagen, met uitzondering van :  
Ik verklaar dat de bovenomschreven inlichtingen, voor zover ik weet en gerechtigd ben te geloven, juist zijn.
- Handtekening .....
- Datum .....

Internationaal Sanitair Verdrag  
voor de Luchtvaart, 1944

**INTERNATIONAAL CERTIFICAAT VAN INENTING  
TEGEN CHOLERA**

Hierbij wordt verklaard, dat .....  
(Leeftijd ..... Geslacht .....), wiens (wier) handtekening hieronder staat vermeld, op de volgende data tegen cholera is ingeënt :

| Datum | Entstof  |                           | Ambtenaar die de inenting heeft verricht |                 |
|-------|----------|---------------------------|--|-----------------|
|       | Herkomst | No. v. d. partij en soort | Handtekening                             | Officiële titel |
|       |          |                           |  |                 |

(Handtekening van de ingeënte persoon)

(Adres)

|   |
|---|
| Officieel stempel van de<br>ambtenaar die de inenting<br>heeft verricht |
|---|

(Datum)

(Dit certificaat is slechts geldig gedurende 6 maanden,  
met ingang van de datum van afgift?)

INTERNATIONAAL CERTIFICAAT VAN INENTING TEGEN  
GELE KOORTS

Hierbij wordt verklaard, dat .....  
 (Leeftijd ..... Geslacht .....), wiens (wier) handtekening hieronder staat vermeld, heden door mij tegen gele koorts is ingeënt.  
 Herkomst van de entstof en nummer van de partij .....  
 Handtekening van de ambtenaar die de inenting heeft verricht .....  
 Officiële functie .....  
 Plaats ..... Datum .....  
 (Handtekening van de ingeënte persoon) ..... (Adres) .....

Officieel stempel van de  
ambtenaar die de inenting  
heeft verricht

*N.B.*

Dit certificaat is niet geldig:

- a) indien de entstof en de toegepaste methode niet door de UNRRA zijn goedgekeurd;
- b) tot 10 dagen na de datum van inenting, behalve in het geval van herinenting binnen een termijn van 4 jaar;
- c) voor meer dan 4 jaren, met ingang van de datum van de laatste inenting.

INTERNATIONAAL CERTIFICAAT VAN IMMUNITEIT TEGEN  
GELE KOORTS

Hierbij wordt verklaard, dat .....  
 (Leeftijd ..... Geslacht .....), wiens (wier) handtekening hieronder staat vermeld, immuun is tegen gele koorts tengevolge van het feit, dat hij (zij) deze ziekte reeds gehad heeft. Deze immuniteit is bewezen door een proef toegepast op een muis.  
 Datum van de bloedaftapping ..... Plaats van de bloedaftapping .....  
 Naam van het laboratorium waar de proef is verricht .....  
 Plaats waar dit laboratorium zich bevindt .....  
 Datum van de proef .....  
 Resultaat van de proef .....  
 Handtekening van de Directeur van het Laboratorium .....  
 (Handtekening van de persoon, op wie de proef is genomen) ..... (Woonplaats) .....

Officieel stempel van  
het laboratorium

*N.B.* Dit certificaat is niet geldig:

- a) indien het Laboratorium dat de proef heeft genomen en indien de toegepaste methode niet door de UNRRA zijn erkend;
- b) indien meer dan 10 jaren zijn verlopen sinds de datum waarop de proef is genomen.

INTERNATIONAAL CERTIFICAAT VAN INENTING  
TEGEN TYPHUS

Hierbij wordt verkaard, dat .....

(Leeftijd ..... Geslacht .....), wiens (wier) handtekening hieronder staat vermeld, tegen typhus is ingeënt op de volgende data:

| Datum | Entstof  |                           | Ambtenaar die de inenting heeft verricht |                 |
|-------|----------|---------------------------|--|-----------------|
|       | Herkomst | No. v. d. partij en soort | Handtekening                             | Officiële titel |
|       |          |                           |  |                 |

.....  
(Handtekening van de ingeënte persoon).....  
(Adres).....  
(Datum)

|   |
|---|
| Officieel stempel van de<br>ambtenaar die de inenting<br>heeft verricht |
|---|

(Dit certificaat is slechts geldig gedurende 1 jaar,  
met ingang van de datum van afgifte)

INTERNATIONAAL CERTIFICAAT VAN INENTING  
TEGEN POKKEN

Hierbij wordt verklaard, dat .....  
 (Leeftijd ..... Geslacht .....), wiens (wier) handtekening hieronder staat vermeld, heden door mij tegen pokken is ingeënt.  
 Herkomst van de entstof en nummer van de partij.

|                   |
|-------------------|
| Officieel stempel |
|-------------------|

Handtekening van degene die  
 de inenting heeft verricht .....  
 Officiële functie .....  
 Plaats ..... Datum .....

Handtekening van de ingeënte persoon  
 Adres .....

*Belangrijke mededeling:* In geval van een eerste inenting, moet de ingeënte persoon worden aangezegd, zich tussen de 8ste en 14e dag nadien te melden bij een arts, opdat het resultaat van de inenting op het certificaat kan worden vermeld. In geval van herinenting, moet de ingeënte persoon zich binnen 48 uur melden voor een eerste onderzoek, opdat iedere reactie van immuniteit die zich zou kunnen voordoen, kan worden vastgesteld.

Hierbij wordt verklaard, dat de bovenvermelde inenting door mij is gecontroleerd op de volgende datum (data), en met de daarachter genoemde uitslag:

| Datum van contrôle | Uitslag |
|--------------------|---------|
| .....              | .....   |
| .....              | .....   |
| .....              | .....   |

|                   |
|-------------------|
| Officieel stempel |
|-------------------|

Handtekening van de arts .....  
 Officiële functie .....  
 Plaats ..... Datum .....

De volgende uitdrukkingen dienen te worden gebezigd, om de uitslag aan te duiden: Reactie van immuniteit; versnelde reactie (vaccinoïde); eerste karakteristieke reactie van inenting. Een certificaat waarop staat vermeld „geen reactie”, is ongeldig.

Handtekening van de ingeënte persoon .....

(Dit certificaat is slechts geldig gedurende 3 jaar,  
 met ingang van de datum van afgifte)

### E. BEKRACHTIGING

De volgende Staten hebben, na onder voorbehoud van bekrachting te hebben ondertekend, bij de Regering der Verenigde Staten van Amerika te Washington hun akte van bekrachting nedergelegd:

|                                    |                  |
|------------------------------------|------------------|
| Verenigde Staten van Amerika ..... | 29 Mei 1945      |
| Canada .....                       | 20 November 1945 |
| Dominicaanse Republiek .....       | 20 Mei 1946      |

### F. TOETREDING

De volgende Staten zijn, op grond van artikel XX, tot het Verdrag toegetreden:

|  |                                |
|--|--------------------------------|
| Australië .....  | 3 April 1945 <sup>1)</sup>     |
| Nederland .....  | 22 Mei 1945                    |
| Nieuw Zeeland (ook voor de Eilandgebieden en West-Samoa) ..... | 22 Mei 1945 <sup>2)</sup>      |
| België (ook voor Congo en Ruanda-Urundi) .....                 | 25 Januari 1946                |
| Italië .....   | 30 April 1946                  |
| Syrië .....  | 31 October 1946                |
| India .....  | 28 Augustus 1947 <sup>3)</sup> |
| Turkije .....  | 26 Augustus 1948               |
| Portugal .....   | 10 Januari 1949                |
| Ethiopië .....   | 4 Augustus 1949                |
| Kambodja .....   | 8 Augustus 1950                |
| Vietnam .....  | 8 Augustus 1950                |
| Laos .....   | 26 September 1950              |

<sup>1)</sup> Onder de volgende voorbehouden:

„(a) Pursuant to Article No. 21, the Government declares that the Convention does not apply to the Territories of Papua and Norfolk Islands or the Mandated Territories of New Guinea and Nauru.

„(b) The Australian Government reserves the right in respect of certificates of inoculation against cholera, typhus, yellow fever and certificates of vaccination against smallpox, to accept only those certificates which are signed by a recognized official of the Public Health Services of the country concerned, and which carry within the text of the certificate an intimation of the office occupied by the person signing the certificate.

„(c) The Australian Government, for temporary reasons of a practical nature, is not in a position to accept the full obligations arising out of Section 1, Part 1 of the 1933 Convention in relation to aerodromes within its territory which are within operational areas or under the control of the Air Forces of the Commonwealth or any Allied power.

„(d) Notwithstanding Article No. 35 or other provisions of the 1933 or the present Convention, the Australian Government reserves the right to require that every member of the crew and every passenger on every aircraft arriving from overseas shall, on arrival at the first landing place in Australia, produce to the quarantine officer there a certificate of recent vaccination against smallpox as defined in the Convention, or a certificate that he has given proof that he is adequately immune to smallpox, failing both of which certificates he shall submit to be vaccinated against smallpox.

„(e) The Australian Government reserves the right to prohibit the importation into Australia on any aircraft of any animal other than approved insects and parasites.”

2) Onder het volgende voorbehoud :

„With regard to the International Sanitary Convention for Aerial Navigation, 1944, His Majesty's Government in New Zealand make the reservation that they are not at present in a position to fulfil in respect of their Island Territories and of the Mandated Territory of Western Samoa the obligation arising out of the International Sanitary Convention for Aerial Navigation 1944 because certain of the aerodromes located there are within operational areas and are under the control of the Area Military Commander.”

Het voorbehoud is ingetrokken op 20 Maart 1951.

3) Onder de volgende voorbehouden d.d. 22 Februari 1950:

„1. In regard to the definition of a valid anti-yellow fever inoculation certification added by Article III of the Convention of 1944 in Article I of the Convention of 1933, the Government of India will not, in the case of persons who are inoculated in an infected area or who enter an infected area within 10 days of the inoculation, treat the certificate as valid unless a period of 15 days has elapsed between the date of the inoculation and the date of entry into India.

„2. In regard to paragraph (3) of the Article substituted by Article XI of the 1944 Convention for Article 36 of the 1933 Convention, the Government of India reserve the right to define such areas as they think fit as being infected with yellow fever although such areas may exceed those comprised within the boundaries defined by UNRRA under the said paragraph.

„3. In regard to the Article substituted by Article XIV of the 1944 Convention for Article 47 of the 1933 Convention, the Government of India do not undertake to grant unimpeded passage to bearers of Certificates of Urgency in every case. Further the Government of India reserve the right to increase the period of six days specified in sub-paragraph (b) of paragraph (2) of the Article so substituted to nine days.”

#### G. INWERKINGTREDING

Voor de Staten die zonder voorbehoud van bekrachtiging ondertekenden, is het Verdrag, ingevolge artikel XVIII, in werking getreden op 15 Januari 1945; voor de Staten die bij ondertekening een voorbehoud van bekrachtiging maakten, op de dag van bekrachtiging; voor de toetredende Staten, waaronder Nederland, en voor de gebieden op welke het Verdrag toepasselijk is verklaard, ingevolge de artikelen XX en XXI, op de dag van het bekend worden der toetreding (sub F aangegeven) c.q. toepasselijkverklaring (sub H aangegeven) aan de Regering der Verenigde Staten van Amerika.

#### H. TOEPASSELIJKVERKLARING

Het Verdrag is, overeenkomstig artikel XXI, door Groot-Britannië en Noord-Ierland toepasselijk verklaard op de hieronder vermelde gebieden:

|   |                                 |
|---|---------------------------------|
| Aden (Kolonie) .....  | 25 September 1945               |
| Barbados .....  | 29 November 1945 <sup>1)</sup>  |
| Benedenwindse eilanden (Ant'gua, Montserrat, St. Christopher-Nev.s, Maagden eilanden) ..... | 29 November 1945 <sup>2)</sup>  |
| Bovenwindse eilanden (Dominica, Grenada, St. Lucia, St. Vincent) .....                      | 6 Juni 1946 <sup>3)</sup>       |
| Brits Guyana .....  | 25 Februari 1946 <sup>4)</sup>  |
| Brits Honduras .....  | 29 November 1945 <sup>5)</sup>  |
| Cyprus .....  | 21 Februari 1945                |
| Falkland eilanden en onderhorigheden ...  | 21 Februari 1945                |
| Fidji .....   | 21 Februari 1945                |
| Gambia (Kolonie en Protectoraat) .....  | 25 Februari 1946 <sup>6)</sup>  |
| Gibraltar .....   | 25 Februari 1946 <sup>7)</sup>  |
| Gilbert en Ellice eilanden .....  | 21 Februari 1945                |
| Goudkust (Kolonie, Ashanti, Noordelijke Gebieden, Togo-mandaatgebied) .....                 | 21 Februari 1945                |
| High Commission territories (Basutoland, Bechuanaland, Swaziland) .....                     | 21 Februari 1945                |
| Hongkong .....  | 7 Januari 1947                  |
| Jamaica .....   | 6 Juni 1946 <sup>8)</sup>       |
| Kenya (Kolonie en Protectoraat) .....   | 21 Februari 1945                |
| Maleise Unie .....  | 17 November 1947                |
| Mauritius .....   | 21 Februari 1945                |
| Newfoundland .....  | 21 Februari 1945                |
| Nigeria (Kolonie, Protectoraat, Kameroen-mandaatgebieden) .....                             | 21 Februari 1945                |
| Noord-Rhodesië .....  | 21 Februari 1945                |
| Nyasaland .....   | 25 September 1945 <sup>9)</sup> |
| Palestina .....   | 21 Februari 1945                |
| Salomon eilanden (Protectoraat) .....   | 21 Februari 1945                |
| Sierra Leone (Kolonie en Protectoraat) ...  | 21 Februari 1945                |
| Singapore .....   | 17 November 1947                |
| Tanganyika .....  | 29 November 1945 <sup>10)</sup> |
| Transjordanië .....   | 21 Februari 1945                |
| Trinidad .....  | 29 November 1945 <sup>11)</sup> |
| Uganda (Protectoraat) .....   | 21 Februari 1945                |
| Zanzibar (Protectoraat) .....   | 21 Februari 1945                |
| Zuid-Rhodesië .....   | 21 Februari 1945                |

<sup>1)</sup> Onder de volgende voorbehouden :

„(a) The Government of Barbados do not undertake to comply with the provisions of paragraphs (3) and (4) of Article XII.

„(b) Further, with regard to Article XII, the Government of Barbados reserve the right, subject to the provisions of Article XIV (3), to refuse admission to any person not in possession of a valid anti-yellow fever inoculation certificate who arrives from a region, that is to say, a part of a territory, in which yellow fever exists in a form clinically or biologically recognisable and who has not undergone observation at the point of departure.

„(c) With regard to Article XIV, the Government of Barbados are not prepared to undertake that aerodromes will comply with the requirements of Article 38 of the International Sanitary Convention for Aerial Navigation, 1933.”

2) Onder de volgende voorbehouden :

„(a) With the reservation in regard to Article XII (3) and (4), that aerodromes in the Colony shall not necessarily comply with the requirements laid down in Article 38 of the 1933 Convention as regards the provision of mosquito-proofed buildings.

„(b) With the reservation in regard to Article XIV (2) that, where exceptional risk exists of the introduction of yellow fever into the Colony by passengers from infected areas, who have not been immunised, the landing of such passengers may be prohibited.”

3) Onder de volgende voorbehouden d.d. 14 Januari 1947 :

„(a) With regard to Article XIV (1), that aerodromes in these Colonies shall not necessarily comply with the requirement laid down in Article 38 of the International Sanitary Convention for Aerial Navigation, 1933, as regards the provision of mosquito-proofed buildings.

„(b) With regard to Article XIV (2), that arrivals by air who present valid inoculation certificates showing that they are immune from yellow fever will not be subject to quarantine measures in relation to yellow fever other than medical inspection if they come from endemic areas, or to surveillance if they come from infected areas as defined in the footnote to Article 22 of the International Sanitary Convention for Aerial Navigation, 1933, and that, without exception, arrivals who are not in possession of valid inoculation certificates will be subjected to surveillance if they come from endemic areas and to observation if they come from infected areas unless they have undergone observation at the point of departure from the endemic or infected area.

„(c) Further, with regard to Article XIV (2), that where exceptional risk exists of the introduction of yellow fever into a Colony by passengers from infected areas, who have not been immunised, the landing of such passengers may be prohibited.”

4) Onder de volgende voorbehouden :

„(a) The Government of British Guiana undertakes to comply with the requirements of Article XII only so far as may be possible.

„(b) With regard to Article XIV, aerodromes in the non-endemic area of the Colony will not necessarily comply with the requirements set forth in Article 38 of the International Sanitary Convention for Aerial Navigation, 1933.”

5) Onder de volgende voorbehouden :

„(a) The Government of British Honduras do not undertake to comply with the provisions of paragraphs (3) and (4) of Article XII.

„(b) Further with regard to Article XII, the Government of British Honduras reserve the right, subject to the provisions of Article XIV (3), to refuse admission to any person not in possession of a valid anti-yellow fever inoculation certificate who arrives from a region, that is to say, a part of a territory, in which yellow fever exists in a form clinically or biologically recognisable and who has not undergone observation at the point of departure.

„(c) With regard to Article XIV, the Government of British Honduras are not prepared to undertake that aerodromes will comply with the requirements of Article 38 of the International Sanitary Convention for Aerial Navigation, 1933.”

6) Onder de volgende voorbehouden :

„The Government of the Gambia is not at present in a position to comply with the requirements prescribed by Article XII as regards the maintenance of a building-free zone around aerodromes. Arrangements have, however, been made at Yundum Air-field, for the inoculation against yellow fever of all persons



living within a radius of 440 yards of the perimeter of the aerodrome, and for spraying regularly with an insecticide all habitations within that radius."

The following revised reservation became effective Jan. 7, 1947:

"The Government of the Gambia is not at present in a position to comply with the requirements prescribed by Article XII as regards the maintenance of a building-free zone around Half Die seaplane base.

"Arrangements have, however, been made to spray regularly with an insecticide all human habitations within a radius of 440 yards of the buildings used for the reception of crews and passengers and for the inoculation against yellow fever of all persons living within 440 yards of the perimeter of the seaplane base."

<sup>9</sup>) Onder het volgende voorbehoud:

"Limitations of space in Gibraltar make it impossible to provide a building-free zone of 400 metres around the perimeter of the aerodrome as prescribed by Article XII."

<sup>9</sup>) Onder de volgende voorbehouden:

"(1) The Government of Jamaica does not undertake to comply with the provisions of paragraphs (3) and (4) of Article XII.

"(2) With regard to Article XII, the Government of Jamaica reserves the right, subject to provisions of Article XIV (3), to refuse admission to any person not in possession of a valid anti-yellow fever inoculation certificate who arrives from a region, that is to say, a part of a territory, in which yellow fever exists in a form clinically or biologically recognizable and who has not undergone observation at the point of departure.

"(3) With regard to Article XII, the Government of Jamaica would require that all aircraft coming from an endemic yellow fever area should be disinfected in flight half an hour before arrival in Jamaica.

"(4) With regard to Article XIV, the Government of Jamaica is not prepared to undertake that aerodromes in Jamaica will comply with the requirements of Article 38 of the International Sanitary Convention for Aerial Navigation, 1933."

<sup>9</sup>) Onder de volgende voorbehouden:

"(a) That mosquito-proof accommodation will be provided only to the extent that it may be required for persons who are non-immune to Yellow Fever.

"(b) That airfields and their surroundings cannot at present be rendered and maintained free of insect vectors of Yellow Fever and Malaria."

<sup>10</sup>) Onder het volgende voorbehoud:

"With regard to Article XIV (1), the Government of Tanganyika Territory undertakes to provide only the mosquito-proofed accommodation necessary for the accommodation of passengers who are not in possession of valid anti-yellow fever inoculation certificates."

<sup>11</sup>) Onder de volgende voorbehouden:

"(a) With the reservation in regard to Article XI (i.e. Article 46 (7) of the 1933 Convention as now amended) and Article XIV (i.e. Article 47 (2) of the 1933 Convention as now amended), that arrivals by air presenting valid inoculation certificates showing that they are immune from yellow fever will not be subject to quarantine measures in relation to yellow fever, other than medical inspection if they come from endemic areas, or surveillance if they come from infected areas as defined in the footnote to Article 22 of the 1933 Convention, and that, without exception, arrivals who are not in possession of valid inoculation certificates will be subjected to surveillance if they come from endemic areas and to observation if they come from infected areas, unless they have undergone observation at the point of departure from the endemic or infected area.

"(b) With the reservation in regard to Article XIV, that aerodromes in the Colony shall not necessarily comply with the requirement laid down in Article 38 of the 1933 Convention as regards the provision of mosquito-proofed buildings.

"(c) With the further reservation in regard to Article XIV, that where, in the opinion of the Government exceptional risk exists of the introduction of yellow fever into the Colony by passengers from infected areas, who have not been immunised, the landing of such passengers may be prohibited."

## J. GEGEVENS

De Franse en Engelse tekst van het Verdrag is overgelegd aan de Staten-Generaal bij brief d.d. 2 April 1947 (Bijlagen *Handelingen* Tweede Kamer 1946—1947 No. 438, 1).

Tekst en vertaling van het op 12 April 1933 te 's-Gravenhage gesloten Internationaal Sanitair Verdrag voor de Luchtvaart, tot wijziging van hetwelk het onderhavige Verdrag strekt, zijn afgedrukt in *Staatsblad* 1935 No. 201. De aan de hand van het onderhavige Verdrag gewijzigde vertaling van het Verdrag van 1933 is afgedrukt in *Tractatenblad* 1951 No. 110.

Het onderhavige Verdrag is verlengd bij Protocol van 23 April 1946 (*Tractatenblad* 1951 No. 112).

Tekst en vertaling van het op 21 Juni 1926 te Parijs gesloten Internationaal Sanitair Verdrag, waarnaar in het onderhavige Verdrag wordt verwezen, zijn afgedrukt in *Staatsblad* 1931 No. 10. Cf. *Tractatenbladen* 1951 No. 107, 108 en 109.

Het Internationaal Gezondheidsbureau te Parijs, waarnaar verwezen wordt in het onderhavige Verdrag, werd opgericht bij het Verdrag van Rome van 9 December 1907; tekst en vertaling hiervan zijn afgedrukt in *Staatsblad* 1912 No. 179. Op 7 November 1949 is aan de Italiaanse Regering de wens van de Nederlandse Regering kenbaar gemaakt om de werking van dit Verdrag voor het Rijk in Europa en voor Indonesië te doen ophouden (zie *Staatscourant* van 21 November 1949 No. 227), zulks naar aanleiding van het, voor het Rijk in Europa op 25 April 1947 bekrachtigde, Protocol van New York van 22 Juli 1946 nopens het Internationaal Gezondheidsbureau, bekendgemaakt bij Koninklijk besluit van 10 Mei 1948 (*Staatsblad* No. I 182).

De Administratie van de Verenigde Naties inzake Hulp en Rehabilitatie (UNRRA), waarnaar in het Verdrag wordt verwezen, is opgericht bij de Overeenkomst van Washington van 9 November 1943, van welke de tekst o.a. is afgedrukt in *The American Journal of International Law, Official Documents*, 1944, blz. 33. Zij is ontbonden op 31 Maart 1949. Op grond van de Overeenkomst, op 22 Juli 1946 te New York aan het slot van de Internationale Gezondheidsconferentie ondertekend (Bijlagen *Handelingen* Tweede Kamer 1946—1947, 375, No. 6 en 7), zijn de functies van de UNRRA ten aanzien van de Sanitaire Conventies op 1 Januari 1947 overgedragen aan de Interim Commissie van de Wereld Gezondheids Organisatie. Deze Organisatie heeft bedoelde functies van de Interim Commissie overgenomen krachtens besluit van 21 Juli 1948 van de Eerste Wereld Gezondheids Vergadering (*Official Records*, 13, blz. 100).

Uitgegeven de dertigste Augustus 1951.

De Minister van Buitenlandse Zaken,  
STIKKER.